

Marseille, le 10 juillet 2013
Comité Technique Local - DISI Sud-Est

Monsieur le Président,

Si le beau temps s'est fait attendre en ce début d'été 2013, les mauvaises nouvelles, par contre, n'ont pas tardé à assombrir l'horizon de notre actualité.

Pour le syndicat Force Ouvrière, le constat est clair : nos dirigeants ont décidé d'enfermer un peu plus la Fonction Publique de notre pays dans une politique d'austérité qui est une impasse. Au nom d'un dogme économique qui ne fait qu'aggraver davantage la crise que nous subissons depuis plusieurs années, nos services devront payer un trop lourd tribut à cet aveuglement. Une fois encore, ce sont les agents du secteur public, comme les salariés du secteur privé qui en subiront les conséquences négatives, dans leur vie professionnelle et personnelle.

La politique de Modernisation de l'Action Publique (MAP), la remise en cause des statuts et des missions, le discours anti-fonctionnaires largement relayé par certains médias, tout concourt à accentuer le recul de l'ensemble du service public en lui ôtant ses moyens humains, matériels et financiers.

Et pendant ce temps-là, la démarche stratégique en cours aux Finances Publiques poursuit sa route, à la seule satisfaction de son initiateur, qui semble avoir perdu le sens de la mesure.

La participation de 5% seulement des personnels à ce jeu de dupes lui donne-t-il une légitimité indiscutable ? Pour FO, la réponse est non. Peut-t-on parler de concertation avec les organisations syndicales, alors que deux des trois principaux syndicats ont refusé d'y participer ? Pour FO, la réponse est encore non. La démarche stratégique ne serait-elle pas plutôt une opération de réorganisation de la DGFIP et de son réseau de proximité, selon un schéma facilitant réduction des coûts de fonctionnement et nouvelles suppressions d'emplois ? Pour FO DGFIP, la réponse est clairement oui !

Notre Syndicat réaffirme donc son opposition absolue à cette déclinaison logique de la MAP, doctrine qui derrière le vocable "modernisation" cache les termes "austérité budgétaire" et "destruction des services publics". FO DGFIP est bien évidemment au côté des agents pour dénoncer et combattre cette politique qui porte atteinte aux capacités de notre Administration à assurer correctement ses missions financières, fiscales et foncières.

Dans ce contexte national, la situation de la DISI Sud-Est est tout aussi préoccupante.

Lorsque l'on considère le niveau d'engagement des crédits de notre Direction à la date du 31 mai 2013, on se dit que les mois à venir seront compliqués. On comprend dès lors la prudence affichée dans les projets de travaux qui nous sont présentés, notamment ceux concernant le site de Montpellier. Quant à rechercher de nouvelles pistes d'économies, c'est déjà se préparer à renoncer à une partie des moyens de fonctionnement de nos services. Dans quelle proportion ? Avec quel impact sur nos missions ? C'est là le point central de notre inquiétude, d'autant que 2014 n'annonce rien de bon, et que des chantiers importants restent à mener à leur terme.

En matière de contrôle interne, nous dirons notre interrogation face à certains thèmes retenus au plan local : horaires de travail des personnels en équipe, rémunération des cadres A et A + de l'ex-filière gestion publique... Si les actions de contrôle sont tout à fait légitimes, il convient toutefois d'en préciser l'esprit, pour éviter toute stigmatisation.

Les échanges que nous aurons au cours de ce CTL seront l'occasion d'aborder clairement la situation de notre Direction, pour le devenir des agents et des structures. FO DGFIP attend de ces échanges des réponses précises.

La Délégation Force Ouvrière DGFIP DISI Sud-Est

* * * *